



À l'Halloween, la **Transylvanie** a une dent contre les mordus de **Dracula** *Cahier Plaisirs*

Siegfried illuminé au Met *Page C 10*

Cœur de pirate en transit *Cahier Culture*

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

VOL. CII N° 246

LES SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 OCTOBRE 2011

2,63\$ + TAXES = 2,99\$



C'est la volonté de vivre ensemble, sans égard aux différences, qui procure son énergie vitale au campement de la «place du Peuple»

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jacques Duchesneau est congédié

Le patron de l'UPAC lui reproche un manque de loyauté

ANTOINE ROBITAILLE
KATHLEEN LÉVESQUE

Après avoir découvert et décrit «un univers clandestin et bien enraciné, d'une ampleur insoupçonnée» dans son rapport qui a forcé le gouvernement Charest à mettre sur pied une commission d'enquête, Jacques Duchesneau s'est fait montrer la porte hier. Le directeur de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), Robert Lafrenière, l'a congédié pour avoir manqué de «loyauté».

L'UPAC a mis fin au contrat de M. Duchesneau, qui dirigeait l'Unité anticollusion du ministère des Transports depuis février 2010. Une rencontre a eu lieu hier matin entre Robert Lafrenière et M. Duchesneau. Une lettre expliquant les motifs de la résiliation du contrat a été transmise à ce moment.

Compte tenu des déclarations publiques de M. Duchesneau concernant la vision de la direction de l'UPAC, il n'y avait «pas d'autre choix», a soutenu la porte-parole Anne-Frédéric Laurence. En entrevue à *La Presse* le mois dernier, M. Duchesneau a livré le fond de sa pensée sur l'organisme auquel son unité était désormais associée: «L'UPAC, c'est pas fort. Ils pensent police. Il faut regarder le problème avec une lunette autre que policière et judiciaire.»

Les déclarations publiques de M. Duchesneau concernant la direction de l'UPAC ne laissaient «pas d'autre choix»

VOIR PAGE A 12: DUCHESNEAU

OCCUPONS MONTRÉAL

Les réfugiés du système financier

Depuis deux semaines, le square Victoria s'est mué en «place du Peuple» sous l'irrésistible pression des indignés de Montréal. *Le Devoir* explore aujourd'hui les assises de ce mouvement et les raisons économiques sous-jacentes à cette remise en question des excès du néolibéralisme.

BRIAN MYLES

La statue de Victoria, une reine réputée pour son puritanisme, a subi des transformations radicales. Elle porte un masque, un drapeau des Patriotes, et s'étendent à ses pieds de multiples affiches dont l'une résume à merveille l'esprit d'Occupons Montréal. «Vous entrez maintenant en territoire autogéré.»

Lancé le 15 octobre dernier, le mouvement

«Occupation Montréal» a pris une expansion géographique considérable, au point qu'il faudrait maintenant parler d'un «village du peuple».

Cette bourgade émergente d'environ 250 tentes et 400 participants compte sur un «hôpital» aménagé dans un abri tempo, une yourte pour les réunions des comités, une bibliothèque, des toilettes chimiques, une cuisine, un centre de dons, des bennes à ordures, des bacs à recyclage et — pourquoi pas? — une zone famille!

«Sobriété, propreté et non-violence» sont les

principes cardinaux de ce mouvement qui a su tisser un lien de confiance avec le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Claude, diplômé en sciences humaines qui bénéficie de l'aide sociale, ne s'est absenté que trois jours depuis le début. «J'ai le sentiment que c'est le seul îlot de liberté qui nous reste. Ici, on a une chance de se parler et de fraterniser.»

Un espace réinventé

Cette volonté de vivre ensemble, sans égard aux différences, traverse le campement et lui procure son énergie vitale. En se réunissant autour d'une cause aux contours flous, dans un espace

VOIR PAGE A 12: OCCUPONS

■ Inégalités de revenus: le grand écart, pages A 10 et A 11 ■ Les indignés selon le directeur du *Monde diplomatique*, page H 1

Detroit, São Paulo, Bruxelles, Beyrouth, Nairobi, Pékin, Melbourne, Montréal

Lundi, Le Devoir et 7 autres quotidiens du monde célèbrent 7 milliards d'humains



Une édition très spéciale

INDEX

Actualités.....	A 2	Éditorial.....	B 4
Annonces.....	C 11	Idées.....	B 5
Avis publics.....	C 10	Monde.....	C 8
Bourse.....	C 2	Mots croisés.....	D 6
Carrières.....	C 6	Météo.....	C 4
Décès.....	C 11	Perspectives.....	B 1
Dossier.....	A 10	Sports.....	C 11
Économie.....	C 1	Sudoku.....	D 6

Coup de cœur francophone a 25 ans

À propos... de la chanson québécoise

Ce n'est pas un hasard si l'émission *À propos* qu'anime l'ami Jim Corcoran à la radio de la CBC voit approcher le quart de siècle alors que le festival Coup de cœur francophone célèbre son 25^e anniversaire, du 3 au 13 novembre prochain. L'émission et le festival participent de la même mission née de la disette post-référendaire: soutenir et nourrir la chanson d'ici. Ce n'est pas un hasard non plus si, pour nous dire l'état du logis, on a mis à contribution l'Anglo le plus francophile en ville: l'homme sait traduire.

SYLVAIN CORMIER

Le studio est au fin fond de l'aile ouest, il faut savoir où c'est, même quand on a ses habitudes à Radio-Can. La productrice-réalisatrice-monteuse-technicienne Sophie Laurent vient elle-même me chercher à l'entrée de la grande tour.

VOIR PAGE A 12: CHANSON



FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

Jim Corcoran, l'Anglo le plus francophile en ville, fait découvrir depuis 25 ans la chanson francophone au Canada *coast to coast*.



“Admiral” Fauteuil et Repose-Pieds

\$ 300 DE RABAIS

Du 24 octobre au 24 décembre

Disponibles en 2 grandeurs

Superbe Confort, Grandes Économies!



BOUTIQUE
TOUT POUR LE DOS

9501 av. Christophe-Colomb
coin Louvain, Montréal

514-383-1582
1-800-268-1582

www.toutpourledos.com

ACTUALITÉS

Évaluation de l'industrie du gaz de schiste

Le comité promet « objectivité et transparence »

Son président se défend d'avoir le mandat de produire un rapport favorable à l'exploitation

ALEXANDRE SHIELDS

Cinq mois après la formation du comité qui dirige l'évaluation environnementale stratégique (EES) de l'industrie du gaz de schiste, son président a promis hier que les travaux seraient menés dans la plus grande « transparence » et que plusieurs consultations publiques seront réalisées d'ici le dépôt du rapport final, prévu au plus tard en novembre 2013.

« Notre démarche en est une d'acquisition de connaissances. Elle se veut rigoureuse, objective, indépendante et transparente », a assuré Robert Joly, qui présentait le « plan de réalisation » de l'EES en compagnie des dix autres membres du comité. Puisque le rapport du Bureau d'audiences publiques a mis en lumière une longue liste de lacunes dans les connaissances au sujet de cette industrie, tous les travaux seront menés dans l'optique de « combler le déficit de connaissances et [de] dissiper des incertitudes ».

Mais il est impossible de savoir combien d'opérations de fracturation hydraulique seront autorisées par le comité. Pour l'instant, a souligné M. Joly, le comité n'a pas reçu de demande de la part des industries gazières. Le plan présenté hier fait également peu de cas de l'industrie pétrolière, bien que celle-ci envisage des opérations de fracturation hydraulique, un procédé jamais employé au Québec.

Essentiellement, le comité entend commander plusieurs études qui permettront d'évaluer les enjeux environnementaux et sociaux liés à l'implantation de cette filière fossile dans la vallée du Saint-Laurent. Il sera aussi beaucoup question de la « pertinence socioéconomique » de cette industrie, de la réglementation qui devrait être mise en place pour l'encadrer et des méca-

nismes de suivi d'éventuels projets d'exploitation.

Une lobbyiste contestée

Mais le comité n'a pas le mandat de produire un rapport qui se voudra favorable à l'exploitation du gaz de schiste, s'est défendu M. Joly. « Il n'y a pas de restrictions aux recommandations qu'on pourra faire au ministre. À la lumière des études qu'on aura commandées, on pourra recommander de mettre en place des mesures d'atténuation. Si on considère que ces mesures ne sont pas suffisantes pour réduire les risques et pour assurer une protection suffisante de l'environnement et du milieu social, le comité pourra recommander de ne pas aller de l'avant. »

Reste que le plan de réalisation — qui sera l'objet d'une consultation publique de 45 jours — fait plusieurs fois men-

tion de la nécessité de « mesures » pour atténuer les impacts et ainsi favoriser l'« acceptabilité sociale ».

Robert Joly a aussi assuré que Marianne Molgat, employée de la multinationale albertaine Talisman Energy, avait sa place au comité. « C'est une contribution absolument essentielle pour la compréhension des opérations du comité. » Mme Molgat est inscrite comme lobbyiste dans le but de représenter les intérêts de Talisman auprès de plusieurs ministères concernés par l'EES.

Le président du comité a du même coup rejeté les critiques qui ont dénoncé l'absence d'un représentant « citoyen » parmi les membres. « Le comité est un comité d'experts qui a un mandat de développement des connaissances avec des méthodes scientifiques. Les gens qui font partie du comité ont toute la crédibilité pour faire ça. Ce n'est pas un lieu de débat. On n'est pas à l'étape où on débat ou discute d'opinions par rapport au développement de l'industrie. »



FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

Le président du comité, Robert Joly

« Plusieurs consultations publiques » sont prévues, mais elles ne sont pas encore toutes définies. Les études commandées devraient aussi être rendues publiques. Mais pas question de révéler les « recettes » des

liquides utilisés pour effectuer la fracturation hydraulique. Il s'agit de « secrets industriels », bien que ceux-ci renferment des substances toxiques.

Le Devoir

Accumuler. Prévoir. Protéger.

Restez maître de votre patrimoine au fil de l'évolution de vos besoins et de vos objectifs. Notre équipe de professionnels financiers s'assure à ce que vous tiriez profit des opportunités qui se présentent pour vous et votre famille. Notre gamme de services primés* comprend les suivants :

- la planification fiscale et du patrimoine ;
- la planification successorale et fiduciaire ;
- la gestion de placements ;
- les opérations bancaires courantes.

Découvrez pourquoi BMO Banque privée Harris devrait devenir votre partenaire financier. Visitez bmobanquepriveeharris.com ou composez le **1-855-648-0642**.

BMO  Banque privée Harris^{MD}

^{MD} Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence. BMO Banque privée Harris est une société membre de BMO Groupe financier. Les services bancaires sont offerts par la Banque de Montréal. Les services de gestion de portefeuille sont offerts par BMO Harris Gestion de placements inc., une filiale indirecte de la Banque de Montréal. Les services administratifs ainsi que les services en matière successorale, fiduciaire et fiscale et de garde de valeurs sont offerts par l'entremise de la Société de fiducie BMO, une filiale en propriété exclusive de la Banque de Montréal.

* BMO Banque privée Harris nommée meilleure banque privée au Canada par le magazine World Finance et le Global Banking & Finance Review.

ACTUALITÉS



Marois doit partir selon un ancien « mousquetaire »

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — L'ancien député péquiste Alexandre Bourdeau estime que Pauline Marois doit quitter son poste, d'abord « pour son bien », c'est-à-dire lui éviter le supplice d'aller à « l'abattoir ». « Si j'étais le conseiller de Pauline, je lui dirais de partir, non pas pour le parti, mais pour elle. Elle ne mérite pas les campagnes de salissage des médias et elle ne méritera pas de passer pour la fossoyeuse du parti aux prochaines élections », a-t-il écrit sur son blogue (jeunespolitique.wordpress.com) hier matin.

Se disant « admiratif » du travail de la chef péquiste depuis qu'elle a pris la tête du parti en 2007, M. Bourdeau estime toutefois que les péquistes doivent arrêter de se mentir :

« Un bon soldat, ça dit à son général qu'il est temps de quitter le champ de bataille »

« Malheureusement force est de constater que les Québécois ont fait leur nid [sic] à coup de propagande journalistique et que pour eux, Pauline ne pognera jamais ». Élu une première fois dans Berthier en 2003, M. Bourdeau a été membre du trio de « jeunes députés » auto-baptisé les « Mousquetaires », lequel a signé deux rapports de tournée à travers le Québec. Le premier, en 2004, concluait que pour la jeune génération, l'option souverainiste était perçue comme « dépassée, désuète et vétuste ». M. Bourdeau avait été battu en mars 2007 par un adéquate. Depuis plus d'un an, il avait toutefois repris le travail au parti. « Vous le savez, lorsque j'ai décidé de revenir au PQ c'était pour donner un coup de main à Pauline. Je voulais qu'elle gagne la confiance des membres du parti et de la population en générale [sic] », mais ce fut peine perdue, a-t-il conclu.

Certains critiques ont qualifié M. Bourdeau de « mauvais soldat ». Joint hier, il leur répliqua qu'« au contraire, un bon soldat, ça dit à son général qu'il est temps de quitter le champ de bataille quand il est clair qu'il va perdre la bataille et qu'il va mourir avec le déshonneur ». A

ses yeux, « la tendance est trop lourde. Aucun spectaculaire renversement n'est possible ». Il estime que le PQ n'a pas réussi à renouveler son image. « A un moment donné, ta marque de commerce est tellement criblée de balles que tu ne peux pas la relever », tranche-t-il.

Président sortant de la région de Lanaudière, M. Bourdeau quittera incessamment son poste car il s'estime surchargé par les études (il termine une maîtrise) et un emploi. « Je reste péquiste. Je vais continuer à être là lors des prochaines élections pour eux », note-t-il, assurant qu'il ne fait pas partie de ces présidents d'associations péquistes qui préparent des putschs.

L'initiative à laquelle M. Bourdeau fait référence et à propos de laquelle il avait peu d'informations ressemble à une autre qui circulait hier dans les boîtes de courriels péquistes et dont le Devoir a obtenu copie. « Le Conseil national demande à Madame Pauline Marois de quitter immédiatement ses fonctions de chef du Parti québécois », pouvait-on lire. Aucun nom de circonscription n'était inscrit dans la version reçue. Elle devait être envoyée hier à la permanence du parti entre 13h et 17h. Le courriel obtenu faisait mention d'une « copie conforme » envoyée au reporter de *La Presse* Denis Lessard! Le nom d'un agent de liaison du parti — employé chargé de faire le lien entre l'appareil et la circonscription — apparaissait au bas. Au parti, en fin de journée hier, on niait avoir reçu quelque texte que ce soit. Le prochain Conseil national doit avoir lieu le 4 décembre.

Le Devoir



FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

Le député indépendant Pierre Curzi a livré son discours en présence de Louise Beaudoin, Lisette Lapointe et Jean-François Aussant.

Pierre Curzi voit d'un bon œil la crise qui secoue le Parti québécois

MÉLISSA GUILLEMETTE

Le député indépendant Pierre Curzi ne croit pas que remplacer la chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, réglerait les problèmes du parti. Il voit toutefois d'un bon œil la crise qui se poursuit au sein du mouvement souverainiste.

Invité à prononcer un discours lors du souper-conférence de la revue *L'Action nationale* hier soir, le député de Borduas a refusé d'indiquer ses intentions dans le cas où Pauline Marois quitterait le parti prochainement, ce qu'elle n'a pas l'intention de faire, il faut le préciser.

Alors que le leadership de la chef est contesté de l'intérieur, par quelques députés qui se sont exprimés en caucus cette semaine, plusieurs voient en Pierre Curzi un successeur. Lui-même a déjà dit réfléchir à cette possibilité, notamment en août dernier. « Je suis de ceux qui vous imaginent un destin; je me demande si

vous l'imaginez vous aussi? » lui a demandé un participant au souper-conférence, ce qui a fait rire et réagir l'assemblée.

Un changement de tête au parti ne suffirait pas à le ranimer, croit-il. « Les problèmes qui se posent sont plus grands que remplacer quelqu'un par quelqu'un d'autre », a répondu M. Curzi. Il faut chercher ailleurs. On ne peut pas espérer qu'un individu fasse une différence à ce point-là. Il y a un autre modèle dont on tente d'accoucher en ce moment. Un des problèmes qu'on a, c'est qu'il est difficile de laisser les naissances se produire à leur rythme normal. Lui préfère attendre pour l'instant.

Il comprend bien sûr ses anciens collègues qui ont demandé cette semaine en caucus le départ de leur chef, lui qui a quitté le parti en juin, tout comme quatre autres collègues péquiste.

« Il y a des forces vives qui sont à l'intérieur du Parti québécois, a-t-il déclaré. On ne peut s'en empêcher quand on est indépendantiste et qu'on cherche à faire le pays dans un délai raisonnable. »

Pierre Curzi estime que la situation ambiguë du PQ est une bonne chose. « J'ai beaucoup d'espoir dans ce qui se passe. »

Renouveler le message

Son discours d'hier portait justement sur la nécessité de renouveler le message pour le projet souverainiste, proposant sa nouvelle façon à lui d'aborder la question. « L'indépendance, c'est un discours qu'on a de la difficulté à faire », selon le député.

Ces derniers mois, il a constaté que la population, pourtant mobilisée par les grands dossiers des gaz de schiste, de la commission d'enquête publique

sur l'industrie de la construction et des dérives de la finance, ne veut pas entendre parler de souveraineté, un propos souvent jugé « partisan ». « Il y a eu un éloignement de la classe politique des citoyens », croit-il.

À l'indépendance, il faut désormais opposer la dépendance pour intéresser les Québécois. « Il faut qu'on se rende compte au Québec, dans notre parole citoyenne et indépendantiste, que l'on est soucieux de notre dépendance, qui est de plus en plus en dehors du Québec et du Canada. »

Des décisions économiques, sociales et environnementales importantes se font dans des instances où le Québec n'a souvent pas voix, déplore-t-il, comme les grandes instances internationales.

Le Devoir

Achetez immédiatement tableaux canadiens et européens. Antiquités haut de gamme. Grande valeur offerte.

Borduas
Dallaire
Ferron
Fortin
Gagnon
Krieghoff
Lemieux
Letendre
McEwen
Pellan
Riopelle
Suzor-Côté
et autres...



Jean-Paul Lemieux - jeune fille au bandeau rouge - Halk sur toile

Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.
Claude Lafitte évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte
depuis 1975 • 514.842.1270
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

UN PRÉSENT POUR LE FUTUR

PORTES OUVERTES COLLÉGIAL

Mercredi 2 novembre de 16 h à 20 h
(entrée sur Decelles)

Une occasion de découvrir un milieu collégial unique situé en plein cœur d'un quartier universitaire animé.

Le collégial Brébeuf, un environnement exceptionnel au cœur du quartier universitaire! Le premier collégial à offrir le Diplôme du Baccalauréat International, 28 années de savoir faire! Le premier collégial de la région de Montréal pour l'entrée en facultés universitaires contingentes!

LES PROGRAMMES OFFERTS AU COLLÉGIAL

Le Collège Jean-de-Brébeuf est un collégial préuniversitaire.

<p>BACCALAURÉAT INTERNATIONAL</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Sciences de la nature <ul style="list-style-type: none"> • Sciences de la santé • Sciences pures et appliquées ▶ Sciences humaines <ul style="list-style-type: none"> • Option Économie • Option Histoire • Option Psychologie • Option Commerce et gestion ▶ Arts et lettres <ul style="list-style-type: none"> • Option Cinéma • Option Langues 	<p>DIPLÔME D'ÉTUDES COLLÉGIALES</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Arts et lettres <ul style="list-style-type: none"> • Arts visuels, design et communications • Lettres, théâtre et communications • Création multimédia et communications • Langues et communications ▶ Sciences de la nature <ul style="list-style-type: none"> • Sciences de la santé • Sciences de la santé avec portable • Sciences pures et appliquées • Sciences pures et appliquées avec portable 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Sciences humaines ou de l'administration <ul style="list-style-type: none"> • Études internationales • Individu, culture et société • Administration ▶ Sciences, lettres et arts <ul style="list-style-type: none"> • Programme préparant à la quasi-totalité des programmes universitaires
---	---	--

TROIS PROGRAMMES EN ASSOCIATION AVEC L'ÉCOLE DE MUSIQUE VINCENT-D'INDY

Téléphone : 514 342-9342, poste 5355 | Université-de-Montréal Côte-des-Neiges

Collège Jean-de-Brébeuf
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 1C1
www.brebeuf.qc.ca

SEMAINE DES PROCHES AIDANTS AU QUÉBEC

1^{er} AU 7 NOVEMBRE 2011

Pour connaître les activités de nos membres, visitez le site du Regroupement des aidants naturels du Québec www.ranq.qc.ca ou tapez **RANQ** sur Facebook. Vous voulez mieux connaître la réalité des aidants naturels et les ressources existantes? Visitez notre site.



Partenaire majeur :

Famille et Aînés
Québec

ACTUALITÉS

Registre des armes à feu

Québec reçoit une fin de non-recevoir

ALEXANDRE ROBILLARD

Québec — Le lieutenant politique des conservateurs au Québec, Christian Paradis, a définitivement rejeté, hier, les demandes du gouvernement Charrest pour préserver une partie du registre des armes d'épaule.

M. Paradis a ainsi servi une fin de non-recevoir à une lettre adressée cette semaine à Ottawa par deux ministres québécois. «C'est non, a-t-il dit lors d'une entrevue à La Presse canadienne. On ne fera pas indirectement ce qu'on ne veut pas faire directement. C'est ça la réponse, donc ça se résume à un non.»

Selon le ministre, le Québec n'a pas l'autorité pour utiliser les données du registre recueillies par Ottawa en vertu du Code criminel, qui relève du fédéral. M. Paradis admet que le gouvernement québécois a le droit de mettre sur pied son propre système d'enregistrement, mais il ne pourra l'établir sur la base des informations dont Ottawa dispose actuellement. «Qu'ils s'en créent un, registre, qu'ils s'en créent un. Mais ils n'auront pas les données du fédéral, ça c'est clair. On a dit qu'on l'abolissait, alors on l'abolit.»

Après avoir déposé mercredi dernier un projet de loi qui doit abolir le système d'enregistrement des armes d'épaule, les conservateurs ont résolu de

l'adopter à toute vapeur, en recourant au bâillon. Le vote est prévu le 1^{er} novembre.

Dans une lettre envoyée à Ottawa mercredi, le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, et son collègue des Affaires intergouvernementales, Yvon Vallières, demandaient aux conservateurs des modifications à la pièce législative.

Condamné unanimement

Québec réclamait aussi qu'Ottawa entreprenne rapidement des négociations pour le rattachement des données des citoyens québécois. Tous les partis à l'Assemblée nationale ont unanimement réclamé, jeudi, le maintien du registre et la sauvegarde de ses données. Les libéraux et les péquistes ont fait valoir que les contribuables québécois étaient copropriétaires du registre, puisqu'ils ont cofinancé sa mise en place.

Hier, M. Paradis a estimé que ce consensus des parlementaires ne fait pas le poids, notamment devant les préoccupations d'un regroupement de chasseurs québécois opposé au maintien de l'enregistrement des armes d'épaule. «Ce n'est pas parce qu'il y a une motion unanime à l'Assemblée nationale que ça reflète ce qu'on entend dans la population, ça je peux vous le garantir», a-t-il dit.

Le gouvernement du Québec examine actuellement ses op-



CHRIS WATTIE REUTERS

Le lieutenant politique des conservateurs au Québec, Christian Paradis

tions, notamment la possibilité de recours juridiques.

L'abolition du registre des armes d'épaule s'ajoute à une liste d'initiatives des conservateurs qui ont soulevé des critiques au Québec. La nomination de deux unilingues anglophones, l'un comme juge la Cour suprême et l'autre au poste de vérificateur général, a suscité du mécontentement, tout comme un projet de loi omnibus sur la criminalité (C-10).

Fait rare, le ministre québécois de la Justice, Jean-Marc Fournier, ira d'ailleurs à Ottawa mardi exprimer les craintes de son gouvernement envers le projet de loi C-10 et son im-

pact sur la réhabilitation des adolescents.

Commentant cette succession d'événements mercredi, M. Vallières avait d'ailleurs reconnu qu'ils témoignaient du fait que les conservateurs ont oublié le Québec, ce qui a fait bondir M. Paradis, hier. Le ministre s'est empressé de rappeler que son gouvernement a récemment consenti une compensation de 2,2 milliards pour l'harmonisation de la taxe de vente, un dossier qui traîne depuis des années.

Se disant déçu des propos de M. Vallières, M. Paradis a aussi fait valoir l'annonce de la reconstruction du pont Champlain, à Montréal. «S'il dit qu'on

a oublié le Québec, je me dis qu'il a oublié de gros dossiers qu'on a réglés, a-t-il dit. Ce sont des dossiers majeurs dont on parle ici. Je trouve ça vraiment regrettable qu'un ministre intergouvernemental, qui fait partie d'un gouvernement fédéraliste à Québec, dise des choses comme ça. Je ne pense pas que ce soit pour le bien de personne.»

Alors que les conservateurs ont subi un recul au Québec aux dernières élections, M. Paradis s'est montré persuadé de pouvoir reconquérir les électeurs, malgré les critiques suscitées par certaines décisions récentes.

La Presse canadienne

COMMONWEALTH

Les chefs peinent à s'entendre sur les réformes

BRUCE CHEADLE

Perth — Les chefs de gouvernement du Commonwealth se sont entendus pour mieux contrôler les règles déjà existantes concernant les droits de la personne, hier. Ils ont toutefois démontré de la réticence à mettre en marche des réformes qui ont pourtant été décrites comme cruciales pour la survie de l'organisation.

Les discussions se poursuivront aujourd'hui lors du sommet biennal regroupant les 54 membres de l'organisation. Toutefois, la création d'un poste de commissaire aux droits de la personne semble peu probable. «Je crois que l'on peut dire qu'il n'y a pas d'unanimité au sein des membres du Commonwealth au sujet de cette recommandation — et c'est probablement une litote», a dit le sénateur Hugh Segal, le représentant canadien dans un comité chargé de recommander les réformes.

Le comité a soumis un rapport de 205 pages qui citait «un soutien immense» des organisations du Commonwealth pour les 14 principales recommandations — y compris la création d'un commissaire aux droits de la personne et l'abrogation des lois contre l'homosexualité, qui subsistent dans 41 des 54 États membres. Le rapport exprimait aussi des inquiétudes au sujet du mariage forcé des jeunes filles dans certains pays.

Au terme de la première journée du sommet, un rapport complémentaire portant sur la gestion des plaintes existantes a été adopté, mais il ne semblait pas y avoir de progrès concernant les questions fondamentales. «Je crois que le processus se fera étape par étape, a laissé entendre le premier ministre Stephen Harper. Mais j'ai bon espoir que nous faisons des progrès. Je crois qu'il est nécessaire de moderniser le Commonwealth, de le rendre plus efficace dans certains domaines.»

Le rapport d'un comité ministériel qui a été adopté établit des repères pour s'attaquer aux mauvais comportements.

La première ministre australienne, Julia Gillard, a loué le rapport, affirmant qu'il rendra le comité «plus proactif et moins réactif pour s'attaquer aux violations sévères et récurrentes des valeurs du Commonwealth».

Il s'agit toutefois de bien timides mesures pour une organisation dont les membres représentent plus de deux milliards de citoyens d'Inde, d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes. Avant le sommet, le président de la Royal Commonwealth Society, Peter Kellner, avait écrit que l'organisation se dirigeait «en s'ennamant vers la non-pertinence».

La Presse canadienne

La succession du trône modernisée

Perth — Il aura fallu 300 ans, mais la règle de primogéniture qui primait dans la monarchie britannique a été levée. Les représentants des 16 pays membres du Commonwealth qui ont pour chef d'État la reine Elizabeth II ont approuvé hier des changements aux règles de succession qui favorisaient les hommes par rapport aux femmes depuis le XVII^e siècle. «À l'avenir, l'ordre de succession devrait être déterminé uniquement par l'ordre de naissance», a déclaré le premier ministre britannique David Cameron. «Plus simplement, si le duc et la duchesse de Cambridge devaient mettre une petite fille au monde, cette fille serait un jour notre reine», a-t-il expliqué. Les changements proposés mettront également fin à la pratique en vertu de laquelle les héritiers qui épousent des catholiques ne peuvent accéder au Trône. — La Presse canadienne

DU 28 AU 30 OCTOBRE

15% DE RABAIS À L'ACHAT DE

2 BOUTEILLES DE SPIRITUEUX AU CHOIX

APPLICABLE AUX PRODUITS DÉJÀ RÉDUITS



La modération a bien meilleur goût.

Educ'Alcool

POUR DES CENTAINES D'IDÉES COCKTAILS, VISITEZ

espacecocktail.com



18+

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. L'offre Obtenez 15% de rabais à l'achat d'un minimum de 2 bouteilles de spiritueux au choix de 700 ml ou plus est en vigueur du 28 au 30 octobre 2011 seulement et s'applique uniquement aux spiritueux offerts en succursale et dans SAQ.COM. Le 15% de rabais est calculé sur le prix courant. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. Aucune substitution possible. Ne peut être convertie en crédit. L'offre est en vigueur jusqu'à la fermeture de la succursale ou l'épuisement des stocks, selon la première éventualité. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

Porter a cinq ans...



ACTUALITÉS

Chefferie du NPD

Une première femme dans la course

MARIE VASTEL

Ottawa — C'était le secret le moins bien gardé de la scène fédérale, comme elle en a convenu elle-même: l'Ontarienne Peggy Nash s'est portée candidate à la chefferie du Nouveau Parti démocratique et est devenue hier la première femme à briguer la succession de Jack Layton. Celle qui était jusqu'ici porte-parole du parti en matière de finances a dit vouloir démontrer, au fil de sa course, que le NPD peut défendre une économie équitable pour tous. «Je me lance dans cette course parce que je veux que ce soit clair pour les Canadiens que nous pouvons gérer l'économie [...]. Les sociaux-démocrates savent comment créer de la richesse, pas seulement des dollars», a-t-elle fait valoir.

Réélue députée en mai dernier après avoir perdu son siège en 2008, Peggy Nash est bilingue et a d'ailleurs prononcé hier une

bonne partie de son discours dans la langue de Molière, dans sa circonscription de Toronto. La candidate a alors rappelé les promesses de son parti pour défendre les intérêts du Québec à Ottawa. Mme Nash a expliqué avoir décidé d'apprendre le français à l'école secondaire et que cette décision lui avait ouvert des portes dans sa vie professionnelle. Peggy Nash, âgée de 60 ans, a notamment fait carrière dans le domaine syndical, en devenant négociatrice pour les Travailleurs canadiens de l'automobile. Un épisode professionnel qui pourrait lui attirer des appuis au sein d'un parti proche des syndicats.

Expertise économique

Peggy Nash a surtout mis l'accent sur son expertise en matière d'économie hier, en dénonçant ce qu'elle considère comme de «mauvaises politiques fiscales» des conservateurs, qu'elle affirme

avoir étudiées de près compte tenu de son rôle de porte-parole aux finances. Ses priorités seront le développement économique, la réduction de la dette, la lutte contre les inégalités sociales et l'environnement. La députée a hésité plusieurs semaines à se lancer dans la course, car le NPD a décidé que les candidats à la chefferie devraient laisser tomber leurs postes de porte-parole.

À ce sujet, le président du caucus, Peter Julian — qui a renoncé au début du mois à se lancer —, a nié que le parti se retrouve en position délicate en perdant ses ténors au profit de la course à la chefferie. «Ce sont des nouveaux, mais ils sont vite d'esprit», a-t-il déclaré en assurant que les recrues de la dernière élection travaillaient fort pour maîtriser leurs dossiers.

Outre Mme Nash, le Néo-Écossais Robert Chisholm, qui n'est pas bilingue, devrait à son tour se lancer cette fin de semaine, dans sa circonscription de Dartmouth-Cole-Harbour, lui qui a annoncé sur sa page Facebook qu'il allait faire «une annonce très importante» dimanche matin. Les néodémocrates se choisiront un nouveau chef le 24 mars prochain, à Toronto.

La course compte déjà plusieurs candidats: les Québécois Thomas Mulcair et Romeo Saganash, l'ex-stratège Brian Topp et les députés Paul Dewar d'Ottawa et Nathan Cullen de la Colombie-Britannique. L'homme d'affaires de la Nouvelle-Écosse Martin Singh briguera lui aussi la direction du parti.



Peggy Nash

Le Devoir

Code d'éthique

La Ville de Québec aurait fait preuve d'audace

ISABELLE PORTER

Québec — Le code d'éthique que s'approprié à rendre public la Ville de Québec serait un modèle du genre selon René Villemure, de l'Institut québécois d'éthique appliquée.

M. Villemure, qui a travaillé comme consultant à la Ville de Québec dans la préparation de ce code, estime que sa démarche pourrait servir de «modèle». «La Ville de Québec a pris un intérêt supérieur à ce que je vois d'habitude», a-t-il dit.

Adoptée il y a un an, la loi 109 sur l'éthique et la déontologie en matière municipale oblige les villes à se doter de nouveaux codes d'éthique concernant notamment «les conflits d'intérêts, le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites, les dons et autres avantages, l'utilisation des ressources de la municipalité ainsi que l'après-mandat».

Or, selon M. Villemure, la plupart d'entre elles s'en tiennent «au minimum». C'est le cas notamment du code de la Ville de Montréal, dont il a dénoncé la faiblesse dans une lettre parue lundi dans *Le Devoir* notamment. «Il est étonnant que la Ville de Montréal, qui ne cesse de clamer haut et fort son caractère unique, qui tente de convaincre qu'elle est une métropole de la culture et qui rabâche constamment sa volonté d'innovation, se soit simplement satisfaite d'un code qui n'a d'éthique que le nom», écrivait-il.

Le «guide d'éthique et de déontologie» de la Ville de Québec embrasse quant à lui beaucoup plus d'enjeux, a expliqué M. Villemure cette semaine au téléphone. «On va plus loin. Non pas en ajou-

tant des interdictions supplémentaires, mais plutôt en inspirant, dit-il. Surtout, on donne des orientations sur quoi faire quand ce n'est pas interdit mais que ça n'a pas d'allure. C'est dans ça qu'on dépasse les exigences de la loi.»

M. Villemure, dont le contrat à la Ville a pris fin au printemps, a reçu 69 319 \$ en honoraires pour réaliser ce mandat. Il a passé «quelques mois» à travailler à l'élaboration de ce guide «dans une liberté totale». Des représentants de tous les services de la Ville ont participé au processus, du «col bleu qui pose des bornes-fontaine au policier». La direction générale de la Ville lui a demandé de produire «ce qu'il y a de meilleur», avec comme principal objectif «que la culture éthique de Québec se démarque».

Relations tendues

Prié de dire si les relations tendues entre le maire de Québec et les employés de la Ville avaient compliqué son travail, le consultant a rétorqué que tous avaient pu s'exprimer et qu'au-delà du maire, ils avaient un fort sentiment de fierté envers la ville elle-même.

Selon M. Villemure, le maire Labeaume n'était d'ailleurs «pas là» durant les travaux et ses directives provenaient plutôt du bureau du directeur général, Alain Marcoux. Le consultant n'a pas pu consulter la version définitive du document, dont il attend avec impatience la sortie. «Je pense que la Ville a eu un peu de retard à cause de l'amphithéâtre», suggère-t-il. Le guide doit être rendu public d'ici la fin de l'année, probablement en novembre d'après un porte-parole.

Le Devoir

Colloque «Transmettre la culture»

Les mathématiques doivent être plus présentes à l'école

MÉLISSA GUILLEMETTE

Les mathématiques doivent prendre une place plus importante dans les écoles québécoises, selon les professeurs en sciences de l'éducation Normand Baillargeon et Louise Lafortune, qui ont débattu hier de l'éducation au cours du colloque «Transmettre la culture» de l'Académie des lettres du Québec.

Comment transmettre la culture aux plus jeunes? demandait l'Académie aux conférenciers. Normand Baillargeon, auteur de *Liliane est au lycée* et de *Contre la*

réforme, a d'abord posé la question «qu'est-ce qu'une personne éduquée», lors de son intervention à la Bibliothèque nationale. Il estime que l'enseignement est de plus en plus «instrumentaliste» et échoue à former des personnes «cultivées». «On enseigne dès le primaire l'entrepreneuriat!» a-t-il déploré, à titre d'exemple.

Parmi les solutions qu'il a évoquées pour pallier la «pauvreté intellectuelle des cours»: revenir à un enseignement traditionnel, loin de la réforme de l'éducation, et accorder plus d'importance aux connaissances en donnant «une place spéciale aux mathéma-

tiques». «On ne peut pas vivre sans connaissances mathématiques», a dit M. Baillargeon.

Louise Lafortune, connue pour sa défense de la réforme depuis des années, a rebondi là-dessus, ajoutant que les programmes scolaires gagneraient à cesser de se concentrer sur l'arithmétique. «Si on faisait nos maths autrement, si on amenait les élèves à philosopher sur les maths, à se demander s'ils sont eux-mêmes des figures géométriques par exemple, ça les amène à développer un autre regard sur les mathématiques», a dit Louise Lafortune, mathématicienne de formation. Les sciences et la tech-

nologie devraient aussi être plus présentes, juge-t-elle.

L'Académie qui discute de culture générale et même de maths? Cela fait partie de son mandat révisé ces dernières années, a expliqué la coordonnatrice du colloque et membre de l'Académie Lise Bissonnette. «Sur le fond, une académie n'est pas seulement là pour élire des écrivains. Je trouvais qu'on devait participer au débat public. On s'intéresse donc à toute la culture, mais plus particulièrement la défense de la langue, de la littérature.»

Le Devoir

28 octobre
6 novembre
8 JOURS
EXCEPTIONNELS

Une seule fois par an, des prix exceptionnels dans toutes les collections

MONTREAL - 505 Avenue du Président Kennedy - Tél. 514-350-9070 - montreal@roche-boboys.com
 LAVAL - Quartier Laval - 660 Boulevard Le Corbusier, L7 - Tél. 450-688-6000 - laval@roche-boboys.com
 TORONTO - 101 Parliament Street - Tél. 416-366-3273 - toronto@roche-boboys.com

STATIONNEMENT GRATUIT

rocheboboys
PARIS

www.roche-boboys.com

porter

raffinée sur toute la ligne

Voici une belle surprise ! 50 % de rabais sur tous les vols.

Pour célébrer nos cinq ans, nous vous offrons 50 % de rabais sur le tarif de base de tous nos vols.

Réservez avec le code CINQ50 d'ici le 4 novembre 2011.

50 % DE RABAIS



Vols au départ de Montréal. Mentionnez le code CINQ50

Voyagez d'ici le 31 mars 2012. Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 50 %.

Les tarifs aller simple incluent les surcharges de ligne aérienne et les frais d'aéroport.**

TORONTO 18 par jour 88 \$*	HALIFAX 2 par jour 108 \$*	ST. JOHN'S 163 \$*	SAULT STE. MARIE 157 \$*	SUDBURY 152 \$*	THUNDER BAY 152 \$*	WINDSOR 152 \$*	TIMMINS à partir du 16 janvier 152 \$*
CHICAGO 156 \$*	MYRTLE BEACH 192 \$*	NEW YORK 156 \$*	VERMONT à partir du 15 décembre 127 \$*	BOSTON 156 \$*	Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.		

*Le rabais s'applique au tarif de base sans frais ni taxes. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Ce tarif aller simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Ces tarifs pourraient ne pas être en vigueur pendant toute la durée de la promotion. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

**Ces tarifs ci-dessus aller simple incluent les services de NAV Canada, les frais d'assurance et les frais d'amélioration aéroportuaire (FAA), mais excluent les taxes et frais gouvernementaux. Les tarifs à destination de Montréal peuvent être différents.

flyporter.com

ACTUALITÉS

DOCUMENTAIRE

Le miroir aux alouettes du progrès

Ça faisait longtemps que Mathieu Roy nous parlait de ce film. «Six ans et demi», il précise. Le documentariste québécois, derrière *François Girard en trois actes* et *Mort à Venise, A Musical Journey with Louis Lortie*, a coréalisé avec Harold Crooks l'adaptation du roman du Canadien Ronald Wright. *Surviving Progress (Survivre au progrès)* sort vendredi dans nos salles sur fond d'alerte rouge. First Run Features en a acquis les droits pour les États-Unis.

ODILE TREMBLAY

Au départ, donc: l'essai-choc de Wright *A Short History of Progress* lançait en 2004 de grands signaux d'alarme: il re liait nos défis écologiques, dont le réchauffement climatique, au problème de la dette, en remontant aux civilisations anciennes, des Romains aux Mayas. Elles s'étaient toutes cassées les dents sur des politiques à court terme en massacrant leur propre environnement. L'histoire se répète, tout en le payant de plus en plus cher.

«Le sujet principal du film repose sur les pathologies à la base des civilisations, explique Mathieu Roy. Les élites depuis toujours adhèrent à une croyance erronée dans la croissance à tout prix, incompatible avec les ressources limitées de la planète. À l'heure où les indignés protestent contre les pratiques de Wall Street, les questions soulevées sont brûlantes d'actualité. Le cerveau humain n'a pas évolué depuis 50 000 ans. Et les défis actuels dépassent de loin ceux de l'homme de Cro-Magnon.»

Le sujet principal du film repose sur les pathologies à la base des civilisations

En fait, c'est le producteur Daniel Louis chez Cinémaginaire qui, en écoutant à la radio Ronald Wright lire des passages de son livre, en a acquis les droits. «Il avait été question que Denys Arcand le réalise, mais il a jugé l'adaptation trop difficile», explique Mathieu Roy. François Girard fut envisagé. Il proposa le nom de Mathieu Roy.

«On a voulu en une heure et demie et beaucoup de recherches aller plus loin que le livre, précise ce dernier. Celui-ci était beaucoup ancré dans le présent et dans le passé. Nous avons rajouté la dimension du futur. Tant de grands scientifiques cherchent des solutions.»

«Tout est question de timing, ajoute le coréalisateur Harold Crooks. Quand on est entrés en préproduction en 2008, il y eut le krach financier de Wall Street, qui illustre parfaitement les théories de Ronald Wright, et nous avons adapté le film à ces réalités. Tout le monde s'attendait pour faire un film accessible au grand public, sans voix hors champ, mais à travers des images fortes et des témoignages.» Parmi les interviewés:



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le documentariste Mathieu Roy a coréalisé *Surviving Progress*, une adaptation du best seller du Canadien Ronald Wright.

Margaret Atwood, Stephen Hawking, Jane Goodall, David Suzuki, J. Craig Venture, Ronald Wright lui-même, etc. Notre surconsommation est sur bien des lèvres.

Les préoccupations sociales et environnementales d'Harold Crooks l'avaient emmené à co-écrire avec Marc Achbar en 2003 un documentaire aussi important que *The Corporation*. Marc Achbar a coproduit d'ailleurs avec Cinémaginaire

Surviving Progress. Le film fut long à financer, long à tourner et dans plusieurs pays, dont les États-Unis, la Chine, le Brésil, avec segment en Amazonie, long à monter, le tout avec un budget restreint, pour ne pas dire ridicule: 1,8 million. Et tant de choses à dire...

Les deux réalisateurs étaient présents sur tous les plateaux. L'un commençant les interviews (il y en a 50), l'autre prenant le relais pour aider les intervenants à pousser leurs pensées. «Mais je me suis occupé de l'aspect esthétique du film», dit Mathieu. Des prises de vue souvent spectaculaires en Amazonie, en Chine, etc. nourrissent *Surviving Pro-*

gress. Quelques extraits de films furent incorporés, comme la chute des mammouths dans un précipice, tirée de 10,000 B.C. de Roland Emmerich. «Elle illustre parfaitement la thèse de Wright, estime Mathieu. Les dérives du progrès ont commencé quand, voulant se faire des réserves de nourriture, l'homme des cavernes a décimé les ressources dont il avait besoin.»

Tourner à l'étranger, c'était ouvrir la porte à de nouvelles réalités. «Je suis particulièrement fier des scènes entre le guide chinois et son père, ajoute Mathieu. C'est le père qui est le plus critique envers le système chinois, alors que le fils songe à ses intérêts de carrière. Je

suis fier aussi du segment en Amazonie, où les enjeux environnementaux de la forêt à sauver se heurtent aux petits travailleurs forestiers qui ne sont pas les vrais coupables de la destruction amazonienne.»

Le cinéaste québécois tient à souligner l'apport précieux de la chercheuse Nancy Marcotte. «De mon côté, j'ai appris dans tout ce processus filmique les mécanismes du monde financier et des dérives environnementales. Ce fut l'équivalent d'un doctorat sur ces questions.»

Mathieu Roy prépare une œuvre de fiction, coproduite avec la France, inspirée de ses rapports avec son père au cours de sa maladie, le défunt journaliste Michel Roy. Le comédien français Michel Bouquet a accepté d'incarner le rôle principal.

Le Devoir

Nous pouvons presque tout restaurer... parfois même les cœurs brisés!

VOUS AVEZ DES SOIRÉES, DES RÉCEPTIONS EN PERSPECTIVE? SACHEZ QUE NOUS RÉPARONS ÉGALEMENT LE CRISTAL ÉBRÉCHÉ: VERRES, CARAFES, BOLS ET VASES.



Restauration :

Tableaux, porcelaine, cristal et verre, ivoire, albâtre, pierre à savon, marbre. Restauration de poupées.



Depuis 1953

Réparation :

Chandeliers, lustres, lampes, boîtes à musique, argenterie, bronze. Mécanismes, cadrans émaillés et boîtiers d'horloges de qualité. Réparation, finition et vernis français de petits meubles en bois.

Spécialistes sur place

www.themrfixit.com 514 484-8332 4652, boul. Décarie, Montréal



Pour vous éviter un procès

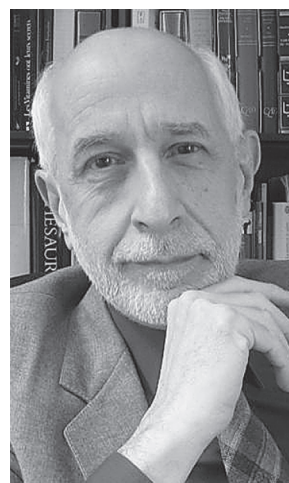
Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



Papeterie
Gasse - Noisette

«L'avenir, c'est à vous de l'écrire»

Cahiers Clairefontaine et ses collections

Sceaux, cires à cacheter, instruments d'écriture

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Une vue sur le monde



condoseuropa.com



Bureau des ventes : Sur la colline Parlementaire
745 Honoré-Mercier
Tous les jours | 12h-16h | Sauf vendredi

Vendu par :

LES IMMEUBLES
CHARLEVOIX
AGENCE IMMOBILIÈRE

418 692-2908

NORPLEX.CA
Le site d'abord

Procès Shafia

Un père sans émotions

ALLISON JONES

Kingston — L'homme accusé d'avoir tué ses trois filles et l'une de ses deux épouses n'a pas démontré d'émotions lors de sa première rencontre avec les policiers, même s'il venait tout juste d'apprendre qu'elles avaient été retrouvées mortes dans une voiture submergée.

Mohammad Shafia, 58 ans, est accusé — avec son épouse Tooba Mohammad Yahya, 41 ans, et leur fils Hamed Mohammad Shafia — d'avoir tué ses trois filles et sa première épouse, retrouvées dans une voiture submergée dans une écluse de Kingston, en Ontario, en juin 2009. Ils ont tous trois plaidé non coupables à quatre chefs d'accusation de meurtre prémédité. La Couronne soupçonne que les trois filles ont été tuées pour rétablir l'honneur de la famille parce qu'elles avaient des petits amis, ce qui était considéré comme une «trahison» par les accusés.

Hier, le jury a regardé une vidéo de l'entretien de Mohammad Shafia avec un policier après avoir signalé la disparition des membres de sa famille. M. Shafia ne démontre aucune émotion apparente pendant l'entretien, tenu quelques minutes après que la police l'eut informé de leur décès. «Je ne sais pas ce qui est arrivé, indique-t-il. Nous nous sommes réveillés le matin et nous n'avons pas vu la voiture, pas vu les enfants. Je ne sais pas ce qui est arrivé.»

Plus tôt hier, la Cour a appris que lorsque les trois accusés ont rapporté les disparitions à la police, ils n'ont d'abord signalé que deux personnes manquant à l'appel. Une employée de la réception du commissariat de police leur a expliqué avoir été au courant qu'une voiture avait été découverte dans le canal et en avoir discuté avec les policiers. C'est à ce moment qu'Hamed aurait affirmé qu'en fait, c'était trois sœurs et la cousine de son père qui étaient manquantes.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Centre PERFORM de l'Université Concordia

Une nouvelle approche en recherche sur la prévention en santé

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

Des équipements d'imagerie médicale à faire rougir d'envie les hôpitaux. Une cuisine à faire saliver Ricardo jointée à un laboratoire d'enseignement digne d'une école d'hôtellerie. Une salle d'entraînement physique immense, éclairée naturellement, munie de vélos stationnaires desquels vous pouvez surfer sur le Web. Tout ça sous le même toit, accessible, à condition de vouloir prendre vos habitudes de vie en main et d'accepter de participer à des programmes de recherche axés sur la prévention en santé.

L'Université Concordia inaugurerait le 4 novembre son tout nouveau centre PERFORM sur son campus de l'ouest de Montréal, que *Le Devoir* a visité vendredi.

Sous-sol de la bâtisse flambant neuve que les ouvriers ont quittée

le 30 septembre dernier. Les couloirs blancs sont vides. Dans les salles immaculées, on voit des équipements dernier cri d'imagerie par résonance magnétique, d'imagerie nucléaire, d'ultrasons. Ils sont destinés à la recherche. Exclusivement. Une première. «*Ça n'existe nulle part ailleurs*, explique le directeur général du centre PERFORM, Kevin Little. Bientôt, des scientifiques pourrissent, par exemple, voir l'effet d'une diète particulière sur les graisses abdominales des volontaires ou d'un programme d'exercice sur la densité osseuse des femmes ménopausées.

«*Nous ne sommes pas là pour faire du diagnostic, mais de la recherche sur la prévention chez les gens en santé*, dit M. Little. *On pourrait faire de l'argent en offrant des examens, mais on ne le fera pas*», lance-t-il à la blague.

Au rez-de-chaussée, on se

croirait dans un centre de conditionnement physique *high tech*. Baignés de lumière naturelle, les dizaines d'appareils de toutes sortes non seulement peuvent vous permettre de surfer sur le Web pendant votre entraînement, mais ils suivent pas à pas vos progrès. Marc, par exemple, vient de commencer à s'y entraîner. Il insère sa clé USB personnelle dans l'appareil chaque fois qu'il vient suer un peu au centre. Son entraîneur constate ses progrès et prépare un programme personnalisé en conséquence, qui sera prêt lors de sa prochaine visite. Des données qui serviront à évaluer de façon rigoureuse différents programmes d'entraînement.

Au sous-sol, il pourrait consulter quelqu'un pour des maux de dos, par exemple. *Le Devoir* y a croisé Julie Morin, une étudiante en thérapie du sport. «*Il y a une femme qui a mal dans le cou uni-*

quement lorsqu'elle prend l'autobus, raconte-t-elle. *On a mis au point des exercices spécifiques pour elle.*»

Les chercheurs ont tous les équipements requis pour évaluer des taux de cholestérol et différents paramètres biologiques. Une cuisine et un laboratoire d'enseignement culinaire attendent qu'on y prépare de bons petits plats... équilibrés. «*Tous les morceaux ensemble, dédiés à la prévention sous un même toit? Je pense que ça n'existe pas ailleurs*, dit Kevin Little. *La majorité de ce qu'on dépense en santé, c'est pour des maladies évitables.*» Mais où mettre les fonds destinés à la prévention pour que ce soit le plus efficace? «*On va répondre à cette question.*»

«*On pourrait enseigner la cuisine santé et voir, dans un projet de recherche, si c'est efficace. On pourrait amener Ricardo et di Stasio ici, pourquoi pas?*», propose M. Little. L'invitation est lancée.

Marianne Lowe, qui supervise



FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR
Une étudiante et sa superviseure évaluent la condition cardiovasculaire de Marc sur le tapis roulant, dans le tout nouveau laboratoire sur les fonctions cardio-respiratoires du centre PERFORM.

le programme d'exercice clinique, croit qu'il est urgent de s'attarder aux gens en bonne santé. «*Il faut connecter la communauté et la recherche pour contrer les maladies chroniques.*»

L'Université espère obtenir la certification LEED pour les qua-

lités environnementales du nouvel établissement, construit au coût de 35 millions dans les 18 derniers mois. Le fédéral a assumé 40 % de la facture contre 60 % pour Québec.

Le Devoir

Tous les passagers vivent l'expérience du service *Elite*.
Verre de champagne - Choix de repas chauds - Vin au repas
Boissons non-alcoolisées Collations - Service de serviettes
chaudes - Sites en cabine - Boutures - Printemps d'aéromatologie
Sic3 des pour enfants - Service courtines et amical

Signature.ca
Des vacances pensées pour vous

**10 MILLIONS\$
EN RÉDUCTIONS
DE PRIX**

NOUS AVONS MIS L'ÉQUIVALENT DE 10 MILLIONS
EN RÉDUCTIONS DE PRIX SUR NOS FORAITS VACANCES.

DÉPARTS DE MONTRÉAL • 1 SEMAINE • TOUT COMPRIS

Cayo Santa María, Cuba Tropical Cayo Santa María Suite Junior ***** 19 déc. 1045\$	Riviera Maya, Mexique Riu Tequila ***** Chambre 18 déc. 1195\$	Varadero, Cuba Riu Varadero ***** Chambre 19 déc. 1345\$
Puerto Plata, Rép. dom. Riu Bachata ***** Chambre 18 déc. 1045\$	Varadero, Cuba ***** Iberostar Laguna Azul Chambre 18 déc. 1245\$	Punta Cana, Rép. dom. Riu Palace Bavaro ***** Suite Junior vue jardin 19 déc. 1495\$
Holguin, Cuba **** Playa Costa Verde Chambre 20 déc. 1095\$	Los Cabos, Mexique Riu Santa Fe ***** Chambre 19 déc. 1255\$	Riviera Nayarit, Mexique Riu Jalsco ***** Chambre 24 déc. 1495\$
Punta Cana, Rép. dom. Riu Bambu ***** Chambre 18 déc. 1135\$	Montego Bay, Jamaïque Riu Montego Bay ***** Chambre 18 déc. 1265\$	Liberia, Costa Rica Riu Guanacaste ***** Chambre 19 déc. 1595\$

Pour réserver vos vacances Signature,
contactez votre agence de voyages ou visitez Signature.ca

Départs de Montréal. Offre d'une durée limitée. La réduction de prix de 10 M\$ est une offre nationale valide sur des nouvelles réservations en collaboration avec les partenaires hôteliers participants. Offre valable sur des réservations effectuées entre le 29 octobre et le 4 nov. 2011 pour un voyage effectué entre le 1 déc./11 et le 31 mars 2012. Les économies engendrées par la réduction sont déjà calculées dans le prix et sont basées sur le tarif régulier brochure. Le prix est par personne, basé en occupation double pour un forfait vacances d'une semaine à une date et destination sélectionnées, incluant taxes et frais relatifs au transport sauf la taxe locale au départ de certaines destinations. Offre sujette à changement et pouvant être retirée en tout temps sans préavis, non applicable sur des réservations de vols seulement et ne pouvant être jumelée à d'autres offres promotionnelles. Vols opérés par Sunwing Airlines. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 5,20 \$ par tranche de 1 000 \$ de services achetés. Veuillez vous référer aux modalités et conditions de la brochure Vacances Signature 2011-2012. Titulaire d'un permis du Québec, 29/10/2011.

ABAT-JOUR ILLIMITÉS
L A M P S H A D E S

Obtenez **15%** de rabais!
Présentez ce coupon au moment d'un achat ou d'une commande
d'un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti.
(Valide du 29 octobre au 28 janvier 2012)

- Plus de **5,000** abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

4875, Jean-Talon Ouest, Montréal (près de Décarie)
(514) 344-8555 | 1(866) 747-8555 | www.abatjourillimites.ca

IE Institut d'études
Internationales de Montréal

IM UQAM

IEIM
Les éditions de
l'Institut d'études
Internationales de Montréal

COMMUNAUTÉS TRANSATLANTIQUES:
ASYMÉTRIES ET CONVERGENCES

**COLLOQUE INTERNATIONAL
COMMUNAUTÉS
TRANSATLANTIQUES**

Les 3 et 4 novembre 2011
Université du Québec à Montréal

Traduction simultanée anglais et français

WWW.ATLANTIQUE.UQAM.CA
Inscription obligatoire

Conférence d'ouverture
Le 2 novembre 2011
Hôtel Omni Mont-Royal

LE CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

Gouvernement
du Canada

Gouvernement
of Canada

Canada

CSN

CHAIRE
Nycole Turmel
sur les espaces publics
et les innovations politiques
UQAM

CHAIRE
de recherche
en bioéthique, éthique
et citoyenneté (CRBEC)
UQAM

Centre d'étude
des relations
internationales
UQAM

CHAIRE
Raoul-Dandurand
en études africaines et diplomatiques
Faculté d'études en relations
internationales et diplomatiques
UQAM

CEIM

UQAM

UQAR

Laure Waridel, au centre, accompagnée la présidente de
l'Université du Québec, Sylvie Beauchamp, et du recteur
de l'UQAR, Michel Ringuet.

Laure Waridel, véritable modèle d'engagement social pour l'UQAR

Laure Waridel défend, depuis une vingtaine d'années, des valeurs qui sont fondamentales pour l'Université du Québec à Rimouski : la protection de l'environnement, la justice sociale et l'ouverture à la diversité. Avec une rare persévérance, elle a éveillé bien des consciences quant aux impacts qu'ont nos choix individuels sur le monde dans lequel on vit.

L'Université du Québec à Rimouski lui a remis un doctorat honorifique lors de la cérémonie de collation des grades du 22 octobre 2011 à Rimouski.

www.uqar.ca/laurewaridel

UQAR
Université du Québec
à Rimouski

LES RÉFUGIÉS DU

ENTREVUES

Quel avenir pour les indignés montréalais?

BRIAN MYLES

Les Espagnols furent les précurseurs du mouvement des indignés en Occident, en occupant la place Puerta del Sol, à Madrid, dès le 15 mai. Ils ont tenu un mois.

Même si les campements ont été levés, l'indignation perdure, constate le sociologue Marcos Ancelovici, professeur en sociologie à l'Université McGill, qui a rendu visite aux indignés espagnols le printemps dernier. La grogne ne s'est jamais estompée dans ce pays, où le taux de chômage chez les moins de 25 ans est supérieur à 40 %. La place Puerta del Sol accueille encore régulièrement des manifestations.

Les indignés espagnols sont fiers d'avoir contaminé le reste du monde avec leur ras-le-bol généralisé devant les excès de la haute finance, l'iniquité dans la redistribution de la richesse et le déficit démocratique. À l'échelle domestique, ils produiront une bien faible secousse politique, constate M. Ancelovici.

La droite carole en tête des intentions de vote en prévision des législatives de novembre. Pour M. Ancelovici, c'est un mystère. La Grande Dépression de 1929 aux États-Unis a ouvert la voie au «New Deal» de Roosevelt et au triomphe des politiques keynésiennes, tandis que la crise financière actuelle pousse les démocraties un peu plus à droite.

On pourrait difficilement reprocher au Québec de ne pas avoir voté assez à gauche lors des dernières élections fédérales. Mais au provincial, la gauche reste encore la grande négligée des électeurs. Dans ce contexte, les indignés courent «un risque de marginalisation politique rapide», reconnaît Marcos Ancelovici.

Les germes de la contestation

Par contre, le mouvement sème les graines de la contestation sociale pour le futur. Au square Victoria, les vétérans de la lutte contre la mondialisation, dont les premiers faits d'armes remontent au milieu des années 90 avec l'opération Salami et le commando bouffe, ont la chance de fraterniser avec une nouvelle génération de jeunes inspirés par la dénonciation des excès du capitalisme. Et se mêlent à cette mouvance de simples citoyens qui se tiennent généralement à l'écart des mouvements sociaux.

Francis Dupuis-Déri, professeur en sciences politiques à l'UQAM, situe Occupons Montréal «dans le prolongement du mouvement altermondialiste des 15 dernières années». «C'est impressionnant, ils sont très bien organisés et ils peuvent durer un bon bout de temps», dit-il.

Contrairement aux manifestations qui ponctuent les sommets des leaders mondiaux, Occupons Montréal leur offre un réel temps d'arrêt. Alors que les sommets se concluent au bout de quelques jours par des affrontements entre policiers et manifestants, avec un détour obligé en prison avant le retour à la maison, Occupons Montréal se déroule aussi lentement qu'un fleuve tranquille. C'est d'abord et avant tout une expérience de vie en communauté autogérée.

«Ça sème beaucoup pour récolter dans six mois ou un an. Concrètement, on bâtit du capital social, des réseaux où il y a de la confiance et de la réciprocité», affirme Marcos Ancelovici.

La lutte pour les droits civiques des Noirs aux États-Unis, le mouvement vert et les suffragettes ont aussi connu des origines modestes et laborieuses. «Au début, c'était long et confus. C'est seulement avec le recul qu'on voit où ils s'en allaient», conclut le sociologue. Dans un futur proche, l'esprit des indignés pourrait bien s'étendre à d'autres sphères de l'activité.

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Inégalités de revenus

Le grand écart

«Au Québec et au Canada, on [...] navigue sur une idée qu'on n'est pas les États-Unis, qu'on est progressiste et que la richesse est bien répartie. C'est une image qui est fausse.»

FRANÇOIS DESJARDINS

Le mouvement Occupy Wall Street a commencé par s'en prendre à la trop grande place de l'industrie financière dans le processus démocratique américain, mais il a permis de ramener les projecteurs sur une toile de fond qui ne change pas: les inégalités entre riches et pauvres, entre ceux qui achètent sans se soucier du compte de banque et ceux qui arrivent à peine à boucler les fins de mois. Que faudrait-il pour colmater ce canyon financier? Bonne question. Disons seulement ceci: le débat ne semble pas figurer dans les priorités des gouvernements.

Le Conference Board a estimé cet été que si le «Canadien moyen se porte mieux qu'il y a une génération [...] l'inégalité des revenus s'est agrandie au cours des 20 dernières années». Entre autres, a-t-il écrit, le système fiscal canadien est aujourd'hui moins efficace dans la réduction des inégalités de revenus qu'il l'était avant 1994. «Parmi les explications figure la restructuration de plusieurs programmes qui aident à réduire les inégalités. Par exemple, il y a eu une érosion du programme d'assurance-emploi.»

Pour commencer à mieux redistribuer la richesse, il faudrait absolument revoir l'impôt, dit Bernard Elie, économiste de gauche et professeur associé à l'Université du Québec à Montréal. «La fiscalité est centrale. Dans les années 50 et 60, elle a permis une redistribution de la richesse qui a mis en place la classe moyenne en Amérique du

Nord. Et s'il y a une chose qui fait consensus, c'est que la diminution de la classe moyenne n'est pas bonne pour le développement économique.»

«Depuis une trentaine d'années, avec la mise en place d'un modèle néolibéral, essentiellement orienté vers le désengagement de l'État et une réforme de la fiscalité, on assiste à une diminution du rôle redistributif de l'État. C'est sans doute le facteur principal de l'augmentation des inégalités de revenus et de l'écart entre les plus riches et les plus pauvres, poursuit M. Elie. On a assisté, en Europe et en Amérique du Nord, à un élargissement assez marqué de cet écart et les manifestations qu'on voit reflètent un peu ce ras-le-bol.»

Portrait des écarts

Après le recensement de 2006, Statistique Canada a estimé qu'entre 1980 et 2005, les travailleurs du quintile supérieur ont enregistré des gains médians de 16,4 %. Dans la tranche inférieure, ils ont reculé de 20,6 %. Dans le milieu du peloton? L'avancée a été presque nulle. Mais parions que les indignés ont dû s'indigner davantage, la semaine dernière, en lisant l'étude de Crédit Suisse selon laquelle les millionnaires de ce monde contrôlent maintenant 38,5 % de la richesse totale. L'an dernier, c'était 35,6 %.

Pour mesurer les inégalités dans une société, les spécialistes se réfèrent souvent au coefficient de Gini. Au Québec, dans la catégorie «revenu disponible», il est passé de 0,363 en 1996 à 0,380 en 2008. (Zéro étant une répartition parfaite, 1 étant une inégalité totale.) Au Canada, il est passé de 0,378 à 0,396.

M. Elie pense notamment à une hausse du

Occupons Montréal

Les protestataires sont victimes de leur succès

BRIAN MYLES

Laval, Montréal et le West Island. C'est ainsi que les indignés désignent à la blague les îlots nord, sud et ouest du square Victoria, où sont plantées près de 250 tentes multicolores. Par manque d'espace, ils caressent un projet d'étalement urbain vers l'est, à la place Jean-Paul-Riopelle.

Des indignés ont offert mercredi soir un «tour du proprio» au chef de Projet Montréal, Richard Bergeron. «Vous êtes la fierté de Montréal», a-t-il lancé aux locataires du square, dont il défend les revendications à l'hôtel de ville. «C'est une dénonciation globale des maux de notre société, a-t-il enchaîné. On est allé beaucoup trop loin du côté de l'individualisme, le moi hypertrophié. Est-ce qu'on pourrait revenir au nous?»

Des indignés sont intervenus lors du conseil municipal, lundi soir, pour demander un branchement au réseau électrique et la possibilité d'installer des campements à la place Jean-Paul-Riopelle, qui s'étend au pied du siège social de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Ils ont reçu un accueil aussi froid qu'une nuit d'octobre de la part du président du comité exécutif, Michael Applebaum. Pas question que les campements soient étendus à d'autres lieux publics.

Le Service de sécurité incendies de Montréal

(SIM) a exigé par ailleurs que les manifestants espacent leurs tentes pour minimiser les risques de propagation du feu. La directive, qui n'a pas encore été appliquée, aurait pour effet de rendre encore plus criants les besoins d'espace.

Richard Bergeron accuse l'administration Tremblay de mettre des bâtons dans les roues d'Occupation Montréal. «On se sert des pompiers pour prétendre qu'il y a des problèmes de sécurité, déplore-t-il. On ne devrait pas vous faire des problèmes inutiles. Votre organisation est assez exemplaire.»

Un village

Au pied de la statue de la reine Victoria a poussé un village fréquenté assidûment par environ 400 personnes. Présentement, elles disposent de quatre génératrices à essence d'une puissance totale de 16 000 watts pour subvenir à leurs besoins.

Les indignés voudraient bien se débarrasser de ces petits monstres bruyants, énergivores et polluants. S'ils demandent à la Ville de leur fournir l'électricité, c'est aussi pour des questions de sécurité, car ils pourraient se passer des appareils alimentés au propane.

Jusqu'à présent, l'énergie solaire n'a pas rempli ses promesses. Les panneaux installés récemment génèrent moins de 1000 watts au total... en



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Vous êtes la fierté de Montréal», a lancé cette semaine le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, aux locataires du square Victoria.

théorie. Dans les conditions météorologiques actuelles, ils produisent au mieux 200 watts. Comble du malheur, les grands édifices à bureaux qui ceinturent le square volent le soleil aux panneaux.

Boom démographique, crise énergétique: toutes proportions gardées, le microcosme du square Victoria est confronté à des problèmes de croissance dont regorge l'histoire des cités et villes. Pas surprenant qu'un nouveau comité ait vu le jour... un comité d'urbanisation.

Le Devoir

BASSINS DU HAVRE



Habiter l'eau

Penthouses, maisons de ville ou condos sur l'eau.

LESBASSINS.CA
514_989_8889

180 RUE DU SÉMINAIRE
[CANAL DE LACHINE/RUE GUY]



« Le projet des Bassins du Havre incarne notre vision d'un Montréal d'avant-garde... »

Gérald Tremblay
maire de Montréal

« Le projet des Bassins du Havre est exemplaire : novateur, écodurable, inclusif et respectueux du patrimoine... »

Benoît Dorais
maire de l'arrondissement du Sud-Ouest

« C'est un projet magnifique... on peut parler d'un projet d'exception qui, je l'espère, fera école à Montréal. »

Richard Bergeron
chef de Projet Montréal

Rachel Julien

Prérel urbain

SYSTÈME FINANCIER

niveau d'imposition pour les riches, mais aussi à une refonte des échelles d'impôt pour la classe moyenne, de manière à ce que les mieux nantis de cette catégorie paient davantage que la «classe moyenne inférieure». Dans le même ordre d'idées, il faudrait selon lui viser toutes ces entreprises qui ont obtenu des gouvernements baisse d'impôt après baisse d'impôt, mais qui réussissent, en plus, à diminuer davantage le taux effectif qu'elles doivent payer.

Les milliardaires

Le fait saillant des derniers mois revient au milliardaire Warren Buffett. Le 14 août dernier, le célèbre investisseur américain — à la tête d'un empire dont les tentacules vont de l'assurance, à la fabrication, à l'industrie alimentaire — a écrit un texte dans lequel il demande à Washington de «cesser de dorloter les super riches». «J'ai payé l'an dernier un taux d'impôt de seulement 17,4 % [6,9 millions], ce qui est inférieur à ce qu'ont payé les 20 autres personnes dans mon bureau. Ils ont payé, en moyenne, 36 %, dans

inégalités», dit Christian Deblock, économiste de formation et professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Il évoque certaines réalités indéniables: l'individualisation de la société, la «perte de sens commun» et du «bien collectif», etc. «Si, en tant qu'individu, si je peux payer le moins d'impôt possible, tant mieux, mais je ne suis pas certain que ce soit une bonne chose collectivement, par contre.»

Quelles avenues?

Selon le sondage annuel mené auprès des membres de l'Association des économistes québécois, 64 % d'entre eux trouvent que les gouvernements fédéral et provincial n'en font pas assez pour réduire les inégalités de revenus. Invités à choisir les moyens les plus efficaces, 57 % d'entre eux ont évoqué «l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation, ainsi que la réduction du décrochage scolaire». Deux autres avenues: favoriser les politiques d'incitation et d'insertion en emploi (21 %) et hausser l'impôt des plus riches (15 %).

M. Deblock, qui contribue aussi au Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, voit un «problème majeur depuis 30 ans». «En dérèglement, on a aussi ouvert la porte à de la concurrence fiscale. Donc tous les pays rivalisent les uns avec les autres

pour baisser les impôts des sociétés, baisser les impôts des plus aisés, etc. Même le FMI a déjà évoqué ça.»

En effet, dans un article publié en 2001, Vito Tanzi, ex-directeur du département des affaires fiscales, avait parlé de «termite fiscale». «Au fil du temps, la mondialisation pourrait avoir un effet négatif sur la capacité qu'ont les pays de récolter des revenus par l'entremise de leurs systèmes de taxation, avait-il écrit. Il serait prudent de ne pas présumer que le problème va simplement disparaître.» Parmi huit termites qu'il décrivait figuraient l'argent électronique, les transferts monétaires intracompagnie, les paradis fiscaux et l'univers des produits dérivés et des hedge funds.

Mais ce grand débat sur les façons de colmater les écarts ne se fait pas. Il faudra sans doute une crise majeure des finances publiques pour l'ouvrir. «Au Québec et au Canada, on n'est pas même pas rendu là. On se laisse glisser. On navigue sur une idée qu'on n'est pas les États-Unis, qu'on est progressiste et que la richesse est bien répartie. C'est une image qui est fausse.»

Si le Canadien moyen se porte mieux

qu'il y a une génération, l'inégalité des revenus

s'est agrandie au cours des 20 dernières années,

souligne le Conference Board

une fourchette allant de 33 % à 41 %.

Ce surprenant appel du grand patron de Berkshire Hathaway a eu des échos. Le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, et le milliardaire Bil Gates, entre autres, se sont rangés derrière lui. D'autres ont fait de même, en France et en Allemagne, notamment.

«Warren Buffett a raison», dit Denis Durand, gestionnaire de portefeuille à la firme d'investissement Jarislowsky Fraser et vétéran de l'industrie financière. «Il faut revoir à peu près tout ce qu'il y a en termes de créneaux fiscaux, d'échappatoires qui permettent à des gens qui gagnent 5, 8, 10 millions par année de payer moins d'impôt que celui qui en gagne 200 000 \$ ou 65 000 \$.»

M. Durand ne remet pas en question le rôle redistributif de l'État. Mais il croit que le gouvernement pourrait améliorer certains processus, notamment dans l'administration des soins de santé, ce qui permettrait selon lui une redistribution plus efficace.

«Il y a un débat de fond à faire sur la nature des dépenses publiques à assumer et sur le rôle de l'État, et par rapport à ça, sur les



PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Le professeur en sciences politiques à l'UQAM Francis Dupuis-Déri situe Occupons Montréal «dans le prolongement du mouvement altermondialiste des 15 dernières années».



LES CÉLÉBRATIONS DU
VINGT-CINQUIÈME

Comment résumer 25 ans d'innovation? Prenez simplement le volant.

Acura célèbre son 25^{ième} anniversaire au Canada et un quart de siècle d'innovation. Joignez-vous à la fête avec une location et un service d'entretien sans frais d'une durée de 25 mois offert pour un temps limité sur tous nos modèles Acura 2012*.



2012
TL

ACURA
DEVANT.
acura.ca

OCCUPONS

SUITE DE LA PAGE 1

commun et hautement symbolique, les militants d'Occupons Montréal ont déjà accompli un exploit, estime Michel Parazelli, professeur à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Au profit de la revitalisation des grands centres urbains, la rue, les parcs et les places publiques sont devenus des espaces de consommation, constate le chercheur. Quartier des spectacles, Quartier des affaires, Quartier latin: autant de dénominations nouvelles pour affirmer le caractère utilitaire de l'espace public. Pour Michel Parazelli, «la rue est incorporée au marché». «On consomme l'espace à des fins récréatives, culturelles ou d'affaires», dit-il.

Occupons Montréal vient bulldozer ces places bien propres et bien aménagées. «Ce mouvement est le contre-exemple d'une occupation consumériste. On s'approprie l'espace public dans l'expression d'une relation conflictuelle. De tels événements sont rapetissés le plus possible de nos jours, parce qu'on tend à marchandiser et à privatiser l'espace. Et c'est maintenant comme ça dans toutes les villes: il faut utiliser l'espace public comme une vitrine commerciale», explique-t-il.

Il faut remonter au squat du Centre Préfontaine pour trouver une occupation aussi réussie. En 2001, au cœur de la crise du logement à Montréal, de nombreux jeunes issus principalement des mouvements altermondialistes et des comités de logement avaient investi l'immeuble abandonné de la rue Rachel pendant deux mois.

Marcos Ancelovici, professeur en sociologie à l'Université McGill, avait visité le squat. Son organisation, bien rodée, un modèle de communauté autogérée, a des similitudes avec Occupons Montréal.

Mais à la différence des squatteurs du Centre Préfontaine, les militants d'Occupons Montréal vivent et s'organisent dans l'une des places d'affaires les plus achalandées de la ville, sous le regard quotidien de milliers de travailleurs et des passants. L'image est forte.

Les tentes inspirent à Michel Parazelli une comparaison avec un camp de réfugiés. «Les tentes, c'est leur "branding". Ce sont les réfugiés du système financier, qui ne sont plus dans le jeu. Ils ont été mis dehors par les financiers et ils se regroupent autour d'une statue qui est leur totem. Ils se rendent visibles, mais pas de n'importe quelle manière», estime le chercheur.

Dans la tradition du sit-in

La dernière tentative d'occuper durablement le square Victoria remonte à 1984. Des militants du Regroupement autonome des jeunes (RAJ) avaient planté leurs tentes dans un square dénué d'arbres (c'était encore l'ère Drapeau). Celles-ci ont été emportées par le vent dès la première journée.

Marc O. Rainville, un commentateur du site Internet du *Devoir*, était de cette bataille épique pour mettre un terme aux pratiques discriminatoires à l'aide sociale (les moins de 30 ans étaient injustement pénalisés).

M. Rainville semblait à la fois nostalgique et exalté lors de la première semaine d'Occupons Montréal. À l'époque, le RAJ ne s'était pas contenté de manifester, rappelle-t-il; une trentaine de membres avaient investi le plancher de la Bourse avant d'être évincés *manu militari*. N'edit été ces coups d'éclat, répétés dans d'autres institutions, le RAJ n'aurait jamais réussi à faire changer la loi, estime M. Rainville.

Pour l'heure, Occupons Montréal reste un vaste sit-in, un concept apparu dans les années 60 et employé avec succès par de nombreux groupes émergents, tel le mouvement vert. La prise de décisions délibérative et participative, la non-violence et le rejet d'une figure d'autorité messianique en constituent les ingrédients essentiels, explique le sociologue Marcos Ancelovici.

À son avis, les médias et le public ont tort de se questionner exclusivement sur l'absence de revendications claires de la part du mouvement et sur ses faibles chances de renverser l'ordre économique mondial. «Plein de gens apprennent à s'exprimer publiquement et à délibérer. On les forme à la participation citoyenne», explique-t-il. C'est un aspect qui est négligé. Ils acquièrent des comportements civiques.»

À la «place du Peuple», les assemblées journalières débutent vers 18h pour se terminer à la tombée de la nuit. On y discute de logistique, de sécurité des lieux, de la place à accorder aux groupes externes dont les revendications ne cadrent pas avec l'esprit du mouvement, telle que la milice patriotique du Québec. On y décide aussi des campagnes d'appui et de stratégies de communication.

«On peut dire qu'ils sont naïfs et idéalistes, peut-être. Mais ils savent très bien qu'ils ne vont pas changer le monde de façon radicale en occupant une place. Par contre, le moment de communion qu'ils partagent leur procure une grande satisfaction. Il y a une redécouverte du plaisir de vivre ensemble et une effervescence collective à faire partie de quelque chose qui nous transforme et qui est plus grand que nous», estime M. Ancelovici.

Claude ne saurait si bien dire. Il rêve de passer l'hiver au square. Les autochtones et les premiers colons l'ont déjà fait, alors pourquoi pas nous? dit-il d'un ton plein de défi.

Le Devoir

DUCHESNEAU

SUITE DE LA PAGE 1

On oublie l'administratif. Et ce n'est pas un policier qui devrait être à la tête de l'UPAC, mais plutôt un juge à la retraite comme John Gomery.»

Mme Laurence, de l'UPAC, a mentionné que Robert Lafrenière estime que M. Duchesneau a ainsi manqué de «loyauté».

La décision tombe alors que Jacques Duchesneau avait lui-même décidé de se retirer. Sa lettre de démission était déjà prête au moment où son rapport a fait l'objet d'une fuite à Radio-Canada, avait-il mentionné au *Devoir*. Elle s'intitulait «Je ne démissionnerai pas», marquant ainsi l'importance pour lui de poursuivre la lutte amorcée. M. Duchesneau considérait qu'il était la voix des victimes du système de collusion et de corruption.

M. Duchesneau avait été embauché en février 2010 comme patron de l'Unité anticollusion au ministère des Transports. Dans les mois précédents, *Le Devoir* avait démontré que le MTQ abandonnait une large part de ses responsabilités entre les mains des firmes de génie-conseil.

Pendant 18 mois, lui et son équipe d'enquêteurs ont analysé le processus d'octroi de contrats du MTQ et recueilli le témoignage de 500 personnes. Son rapport a eu l'effet d'une bombe.

Le 6 septembre dernier, l'unité de M. Duchesneau avait été englobée dans l'UPAC. Elle avait vu son mandat élargi, mais avait été placée sous les ordres du directeur des opérations de l'UPAC, Gilles Martin.

Une dizaine de jours après ce rattachement à l'UPAC, Radio-Canada mettait la main sur le rapport de M. Duchesneau. Cette fuite a forcé le gouvernement à réagir. Le premier ministre Jean Charest a d'abord tenté de banaliser ce rapport, avouant même ne pas l'avoir lu. Quelques jours plus tard, il se ravisa et parcourut le document.

Jacques Duchesneau a comparu le 27 septembre en commission parlementaire où il avait repris son discours de l'automne 2009 sur la nécessité d'une enquête publique sur l'industrie de la construction en proposant toutefois une formule modifiée, comprenant une grande partie à huis clos.

Quelques heures après son témoignage, M. Duchesneau donnait son point de vue sur la structure et la direction de l'UPAC, ce qui a vraisemblablement ulcéré le grand patron Lafrenière. Ce dernier a d'ailleurs tenu quelques jours plus tard une conférence de presse visant à tracer un bilan des six premiers mois de l'UPAC. Il a alors exprimé son mécontentement. Il avait aussi à ce moment-là annoncé qu'il souhaitait rencontrer M. Duchesneau dans le but d'avoir avec lui une discussion «franche».

Par la suite, M. Duchesneau est parti en vacances qui étaient, selon lui, prévues depuis longtemps et liées au mariage de son fils à l'étranger. Mais depuis son retour au pays, les vacances de M. Duchesneau, qui devaient ne durer que deux semaines, s'allongeaient.

Le contrat de l'ancien patron du Service de la



MATHIEU BÉLANGER REUTERS

Jacques Duchesneau a témoigné devant une commission parlementaire de l'Assemblée nationale, le 27 septembre dernier. À cette occasion, il avait repris son discours de l'automne 2009 sur la nécessité d'une enquête publique sur l'industrie de la construction en proposant toutefois une formule modifiée, comprenant une grande partie à huis clos.

police de la ville de Montréal (SPVM) prenait fin en mars prochain. À l'article 2 du contrat d'embauche de M. Duchesneau, signé le 19 mars 2010 et dont *Le Devoir* avait obtenu copie à l'époque, on pouvait lire: «Le présent contrat est consenti pour une période de vingt-quatre (24) mois, renouvelable pour une période de douze (12) mois à la demande du ministre, débutant à la signature du contrat par les deux parties.»

Le salaire annuel de M. Duchesneau s'établissait à 203 942 \$. Il avait aussi reçu un montant forfaitaire de 25 000 \$ comprenant «tous les frais directs et indirects pour les travaux de préparation de l'unité».

Dutil, muet mais responsable?

Le ministre de la Sécurité publique Robert Dutil a indiqué hier qu'il ne fera aucun commentaire, invoquant l'indépendance de l'UPAC. Toutefois, dans le contrat de M. Duchesneau la clause prévoyant sa résiliation faisait du ministre des Transports le responsable de toute résiliation ou suspension. «Le ministre se réserve également le droit de résilier ce contrat sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation», peut-on lire à l'article 12.2. Fait à noter, aucune indemnité n'était prévue: «Le contractant aura droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de la résiliation du contrat [...] sans autre compensation ni indemnité que ce soit, et ce, à la condition qu'il re-

mette au ministre tous les travaux déjà effectués au moment de la résiliation.»

À l'UPAC hier, on refusait de donner quelque détail que ce soit sur les modalités de départ de M. Duchesneau. Anne-Frédéric Laurence s'est bornée à dire que cela avait «été fait selon les règles de l'art».

Réactions des oppositions

Ce congédiement a suscité des critiques. Le député péquiste Stéphane Bergeron, porte-parole en matière de sécurité publique, s'est dit surpris et choqué par cette décision. Il croit que M. Duchesneau vient d'être congédié «pour avoir trop parlé et indisposé le gouvernement libéral». M. Bergeron soutient que déjà, l'UPAC peine à recruter du personnel depuis sa mise sur pied en mai 2011. «Il est pour le moins étonnant qu'elle se paie le luxe de mettre à la porte le chef de l'Unité anticollusion [...]. C'est un drôle de message, car rien n'est réglé, loin de là», a poursuivi le député de Verchères.

Dans un communiqué, le député de Québec solidaire Amir Khadir a eu ces mots: «L'UPAC reproche à M. Duchesneau son manque de loyauté. Or, M. Duchesneau a fait preuve d'une grande loyauté envers le Québec. On souhaiterait en voir autant de la part de tous les détenteurs de charges publiques, notamment du premier ministre.»

Le Devoir

CHANSON

SUITE DE LA PAGE 1

On aboutit en haut d'un étroit escalier. J'aperçois la bonne tête ronde de Jim à travers la petite vitre. Il est prêt, ses grandes pages écrites à la main devant lui. «I'm Jim Corcoran in Montréal and this is A propos: the sounds of Québec on CBC Radio 1 and Radio 2. During the next 54 minutes of this edition of A propos, I'll be telling you about a great music festival here in Montréal called le Coup de cœur francophone which, this year, will be celebrating its 25^e anniversary. But first, mais d'abord...»

Et voilà Jim décrivant au bénéfice du Canada coast to coast la scène country-roots alternative au Québec, en plein bouillonnement. «I'm talking about raw, honest, innovative roots...» Des exemples? Il en a trouvé plein dans la programmation de Coup de cœur: Tire le coyote, Chantal Archambault, Mara Tremblay, Isabeau et les Chercheurs d'or. Comme il fait toujours à son émission, il a traduit quelques-unes des chansons, qu'il récite en apposition à celles-ci, sur fond de picking ou de clavier discret. Il commence l'émission avec *Lamour m'a rendue malheureuse*, d'Isabeau et les Chercheurs d'or... Isabeau and The Gold-Diggers: «I'm not afraid of love / I'm just afraid of emptiness / When I think about that then I have to wait for you / That's what I fear the most [...] Love has made me miserable? unhappy / Lamour m'a rendue malheureuse».

Au dévoilement de programmation de Coup de cœur, j'ai dit à Jim à quel point j'étais fasciné par ses traductions. Dans l'émission qu'il consacrait en début de saison au premier album de Salomé Leclerc (laquelle sera aussi à Coup de cœur), j'avais eu l'impression de comprendre le propos de Salomé à travers les traductions de Jim. Curieux constat: elle m'avait parlé elle-même de ses textes la semaine d'avant, pour le papier du *Devoir*. D'où cette question: dis donc Jim, pour quoi le passage à l'anglais m'a-t-il facilité le chemin jusqu'à Salomé?

«C'est une question de concentration, je pense. C'est comme écouter la chanson deux fois, mais pas avec la même oreille. Les traductions, c'est arrivé par la nécessité de comprendre, justement. Les premières années de l'émission, quand je disais: "I like this song, it's a really great lyric!" ça supposait un acte de foi de l'auditoire anglophone.

À un moment donné, je me suis dit: je vais traduire les chansons pour qu'ils partagent vraiment mon enthousiasme. Qu'ils se rendent compte par eux-mêmes à quel point il y a des belles plumes au Québec. J'en suis à 600 textes, à peu près.» Ça ferait un beau livre, lui dis-je. Il sourit discrètement, à la Jim Corcoran. Une sacrée somme. «Et un sacré travail.»

Merveilleux disques

Ça témoigne certainement de la vitalité de la chanson d'auteur au Québec. «Ça n'arrête jamais, je suis constamment nourri. Présentement, ce qui me ravit, c'est la quantité de merveilleux disques faits par des filles. Salomé Leclerc, Emilie Proulx, Lawrence Hélie, Chantal Archambault, Caracol, Geneviève Toupin, ce sont un peu toutes les enfants de Mara [Tremblay], qui les a libérées, qui a été le catalyseur. Elles renouvellent complètement le paysage, elles suivent chacune leur chemin.» Encore faut-il pouvoir cheminer et manger. Sans les radios commerciales, se plaint-on souvent, c'est la marge à perpétue. À ces mots, le doux Jim s'empare. «Que les compagnies de disques arrêtent de nous faire chier avec l'obligation de têter les radios! Ce n'est plus vrai! Il y a une génération qui a compris ça et qui trouve sa musique autrement. On est revenu au grand bouche-à-oreille, avec les réseaux sociaux, l'Internet. Ceux qui aiment Gillian Welch ont su qu'elle s'en venait en ville et la nouvelle s'est propagée, ce n'est pas les radios commerciales qui l'ont fait savoir.» Sachez-le!

Corcoran a un mot en sainte horreur: relève. «Jérôme Minière n'a pas relevé personne. Martin Léon, Fred Fortin non plus. C'est vrai des artistes que j'ai le plus aimés au Québec depuis que je fais cette émission, je pense à ceux qui sont partis, Dédé Fortin, Lhasa. Relever, ça laisse entendre qu'un artiste n'apporte rien de neuf. Dédé, quand il a invité les frères Diouf à se joindre à lui, ça a changé le portrait. Quand Louis-Jean Cormier s'allume au point où il a trouvé le temps dans l'horaire très chargé de Karkwa pour faire la réalisation des Douze hommes rapaillés, c'était du neuf. Miron en country-folk, c'est le génie des mélodies simples et belles de Gilles Bélanger, c'est aussi les arrangements de Louis-Jean. Ça n'arrête pas de créer du beau, du bon.» Il faut voir le feu dans ses yeux quand il dit ça, les veines saillantes dans son

grand front. «Relève, c'est un mot paresseux. C'est le contraire de la création.»

Rencontres et collisions

À Coup de cœur, cette année encore, Corcoran organise un A Propos' Songwriters' Session, lundi 7 novembre à L'Astral, qui sera diffusé aux deux radios de la CBC. Concept limpide: jamboree entre artistes pas pareils, rencontres et collisions, advenue que pourra. En présence, comme dit Jim, «une brochette assez sautée»: Martin Léon, Betty Bonifassi, Patrice Michaud, Audrey Emery, Azam Ali, Ziya et Kiya Tabassian. Pour moitié, des inconnus au bataillon. «C'est parfait. Je demande au public de me faire confiance. Ce que je dis, c'est: "Any names that are not familiar, that's exactly why you should be there."»

Ça rejoint l'approche de base du Coup de cœur francophone. La programmation, en gros, c'est quelques locomotives? Richard Desjardins, Richard Séguin, Arno, Piché, Vallières?, et tout un tas de voitures remplies de méconnus ou de pas connus du tout. Et c'est comme ça depuis 25 ans. «Une fois, je suis allé voir un des programmes doubles qui sont la spécialité du Coup de cœur. Deux inconnus. Il y avait une Québécoise qui n'avait pas fait son premier disque, et un Français en première partie, qui avait un disque dont presque personne n'avait parlé. Lui, c'était Matthieu Chédid, elle c'était Jorane. J'étais allé les voir parce que je savais qu'à Coup de cœur, ils font de l'excavation pour trouver ce qui, pour Alain Chartrand et son équipe, mérite d'être connu et célébré. La survie de la chanson québécoise repose là-dessus: la légitime célébration de nos artistes.»

- À propos, sur les ondes de CBC Radio 1 le samedi à 23h, CBC Radio 2 le dimanche à 16h.
- Coup de cœur francophone, du 3 au 13 novembre. Programmation détaillée à coupdecœur.ca.
- A propos' Songwriters' Session, à L'Astral le 7 novembre à 20h, les places se réservent au cbc.ca/apropos.

Le Devoir

► ledevoir.com

À écouter: une traduction par Jim Corcoran de *Lamour m'a rendue malheureuse* Notre section Culture/Musique

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390